

Communiqué

LOI DE FINANCES INITIALE 2025

UN BUDGET INDIGNE AUX FINANCES COMME AILLEURS

Bercy nous a présenté les conséquences de la loi de finances initiale 2025 pour le ministère, en amont du comité social ministériel du 11 mars prochain.

Une baisse de plus de 2 milliards des crédits de paiement.

Des suppressions d'emplois programmées (presque) partout :

DGFIP -550, DGCCRF -12, DGE -17, CGEIET -5, AdIC -2, ARCEP -2, INSEE -5, Stratégie économique -17

Secrétariat général -15, DGAFP -3, DITP -3, CISIRH -1.

Bercy reconnaît la nécessité de revoir les dispositifs d'intervention pour absorber ces nouvelles baisses de budget et d'emplois.

Un dispositif de suivi mensuel de l'évolution des dynamiques des dépenses et des recettes sera mis en place ; de même, Bercy veillera à ce qu'il n'y ait pas de « rebond » des dépenses après le gel des différents programmes depuis le début de l'année !

De plus, une mise en réserve de 5,5 % est imposée !

La CGT a exprimé sa colère après la présentation de cet énième budget de restriction, s'ajoutant à une vingtaine de précédents. Les suppressions d'emplois s'accumulent et ce sont maintenant des dizaines de milliers de collègues qui manquent dans les services, alors que les besoins augmentent, des dizaines de milliers de jeunes (et moins jeunes) qui n'ont pas été et ne seront pas recrutés.

Pendant ce temps, le gouvernement promeut une économie de guerre, faisant valser les dizaines de milliards. Le monde est au bord de l'effondrement environnemental et civilisationnel, avec une vague brune internationale. La baisse des crédits de l'aide au développement est particulièrement scandaleuse et relève d'une politique d'extrême droite contre laquelle nous lutterons avec nos camarades du syndicat de l'Agence Française de Développement.

Et pourtant, les enjeux sont colossaux : environnement, industrie, égalité...

En outre, sur les emplois, les engagements des ministres précédents sont piétinés, alors que le camp macroniste s'accroche au pouvoir. Les paroles ministérielles ne valent plus rien, la CGT ne participera donc pas au CSAM avec la ministre illégitime De Montchalin, c'est une nouvelle mascarade.

La CGT appelle à se mobiliser pour inverser cette politique qui n'a que trop duré, et d'abord le 8 mars pour les droits des travailleuses.

Nous, agents des finances, savons que les milliards existent, que les restrictions budgétaires sont issues de choix politiques privilégiant les privilégiés. Ça suffit !